

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21365 - 79ÈME ANNÉE

Une Réunion en crise, des victoires qui appellent au rassemblement des progressistes

Succès de l'assemblée générale de la section PCR de Saint-Pierre



La section PCR de Saint Pierre organisait vendredi 29 septembre son assemblée générale des adhérents. Outre près d'une centaine d'adhérents ayant répondu à l'appel, des représentants des partis progressistes (PS, Génération écologie, Majorité régionale...) étaient présents.

Élie Hoarau, président du PCR, donne le cadre : une Réunion en crise, des victoires qui appellent au rassemblement des progressistes, un contexte favorable à la tenue d'une Conférence territoriale élargie. Jean Michel Folio, délégué à la coordination des sections, rappelle le travail réalisé cette année par le Parti.

Philippe Saminadin, responsable des finances de la section, fait état des 104 adhésions, et de l'ouverture très rapidement de la nouvelle permanence du Parti. Ghislaine Cataye, secrétaire de la section, rappelle les actions de la section de Saint Pierre, en concertation avec les mouvements progressistes présents sur la localité.

Pascal Basse poursuit sur l'action du PCR au conseil municipal à travers ses interventions sur les dossiers de l'UVE/incinérateur, le nouveau centre commercial de Casabona et le chantier de la nouvelle mairie.

Climat : l'Agence internationale de l'énergie inquiète

Les « tensions géopolitiques » impactent fortement l'action climatique

La prochaine COP28 doit permettre à la communauté internationale d'avancer sur le chemin de la réduction des gaz à effet de serre et de la transition énergétique, pour l'AIE, qui atteste que plusieurs conditions devront être remplies pour que la conférence de Dubaï puisse être considérée comme un succès.

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a appelé à « mettre de côté les tensions géopolitiques » au sein de la communauté internationale pour avancer dans la lutte contre le changement climatique. Ce dernier a estimé qu'une meilleure « coopération » est indispensable pour respecter l'accord de Paris.

« L'objectif d'un réchauffement de 1,5 °C » retenu en 2015 à Paris est « toujours à portée de main » mais il se heurte à « de nombreux défis », a averti le directeur de l'AIE, Fatih Birol, lors d'une réunion internationale sur le climat et l'énergie à Madrid destinée à créer une « coalition de pays » à deux mois de la COP28.

Parmi les défis évoqués, « celui qui me semble le plus important » est « la fragmentation géopolitique du monde », qui constitue « un obstacle majeur » pour l'atteinte de cet objectif, a souligné Fatih Birol devant une quarantaine de ministres et hauts responsables mondiaux des secteurs énergétiques et environnementaux.

D'après le responsable de l'AIE, les investissements « dans le domaine technologique et les énergies propres » connaissent actuellement « une très forte croissance ». Mais « le manque de coopération internationale est un grave problème. Nous devons trouver le moyen de mettre de côté les tensions géopolitiques » entre pays, a-t-il plaidé.

Cependant, les prévisions ne sont pas bonnes vis-à-vis de cette prochaine conférence pour le climat. En effet, les discussions durant la COP28 seront sans doute « difficiles », a estimé la ministre espagnole de la Transition écologique, Teresa Ribera, en appelant à plus de « multilatéralisme » face aux « défis actuels ». Le monde est confronté « à un problème global qui implique une réponse globale », a-t-elle insisté.

Une « course contre-la-montre »

Les sources de tension au sein de la communauté internationale se sont multipliées ces derniers mois, en raison notamment de l'invasion de l'Ukraine par la

Russie et de la rivalité croissante entre les États-Unis et la Chine, laissant craindre de voir la question climatique passer au second plan, comme ce fut le cas lors du dernier G20 de New Delhi.

La 28e Conférence sur le climat des Nations unies (COP28), qui se tiendra du 30 novembre au 12 décembre à Dubaï (Emirats arabes unis), doit permettre à la communauté internationale d'avancer vers la réduction des gaz à effet de serre et la transition énergétique.

Elle sera aussi l'occasion de faire le point sur les engagements des pays à tenir les objectifs de l'accord de Paris, visant à contenir le réchauffement en dessous des 2 °C et si possible à 1,5 °C par rapport à l'ère pré-industrielle, une limite qui semble difficile à atteindre.

« Le processus de transition verte doit être accéléré : c'est une course contre-la-montre », a insisté Teresa Ribera lors d'une conférence de presse à l'issue de la réunion de Madrid. La ministre a estimé qu'il y avait encore « de la place pour l'optimisme » concernant la COP28.

Arrêter les promesses, lancer des actions

Selon l'AIE, plusieurs conditions devront être remplies pour que la conférence de Dubaï soit considérée comme un succès : le triplement des investissements dans les renouvelables et un mécanisme de financement pour soutenir les énergies propres dans les pays en développement.

En novembre 2022, la COP27 organisée en Égypte s'était terminée sur un compromis actant le principe d'un fonds spécifique pour les pays vulnérables, mais pour l'heure les promesses n'ont pas suivi d'acte en dépit des besoins de ces États, principaux pays touchés par le changement climatique.

De plus aucune avancée n'avait été obtenue sur la sortie des énergies fossiles, jugée urgente par l'AIE au vu de la situation climatique. Les mois de « juillet et août » ont été « peut-être les plus chauds de l'histoire, et il semble que 2023 sera l'année la plus chaude jamais enregistrée », a rappelé Fatih Birol, alors que les catastrophes climatiques (canicules, inondations, incendies...) se multiplient sur tous les continents.

France : « Jamais dans notre pays le droit à une information libre et indépendante n'a été aussi menacé », affirment SNJ, SNJ-CGT, CFDT-Journalistes et SGJ-FO

Un communiqué commun des syndicats de journalistes SNJ, SNJ-CGT, CFDT-Journalistes et SGJ-FO souligne les reculs inquiétants enregistrés en France en matière de liberté de la presse. Ces syndicats attendent également du gouvernement d'être invités aux États généraux de l'information. Lors de ces États généraux, ils sont porteurs de plusieurs revendications développées dans ce communiqué daté du 3 octobre 2023.

Jamais dans notre pays le droit à une information libre et indépendante n'a été aussi menacé.

La scandaleuse atteinte au secret des sources dont est victime notre consœur Ariane Lavrilleux en est une nouvelle illustration, comme, la même semaine, la convocation par la PJ de trois journalistes de Libération.

Cet été, la longue grève des journalistes du JDD est venue rappeler les conséquences dramatiques pour la liberté de l'information et la démocratie de la mainmise grandissante des actionnaires milliardaires sur la presse.

C'est dans ce contexte que sont lancés, ce mardi 3 octobre à Paris, des États généraux de l'information, promesses de campagne d'Emmanuel Macron, et repoussés ensuite en raison de la vigueur de la mobilisation contre la réforme des retraites.

Pour que ces États généraux soient utiles, il faudrait déjà urgemment changer de méthode et associer les quatre organisations syndicales représentatives des journalistes (SNJ, SNJ-CGT, CFDT Journalistes et SGJ-FO). Pour l'instant, nous sommes loin du compte alors que ce sont elles qui, en entreprise, au quotidien, sont en première ligne des combats pour l'information.

Nous attendons toujours d'être avisés officiellement des objectifs et du déroulement de cette initiative. Cette opacité et la mise à l'écart des interlocuteurs sociaux de la profession nous font craindre que ces États généraux ne se résument qu'à une nouvelle opération de communication.

Nos syndicats SNJ, SNJ-CGT, CFDT Journalistes et SGJ-FO sont déterminés à faire entendre leurs voix et à rappeler les revendications qu'ils ont portées, dans l'unité, au cours des derniers mois pour le droit d'informer et d'être informé. »

« Selon nous, ces États généraux doivent viser quatre objectifs principaux :

- Garantir l'indépendance des journalistes face aux actionnaires, au marché publicitaire et aux plateformes numériques. Pour cela, il est nécessaire de mettre un terme à la concentration actuelle, favorisée par un laisser-faire législatif et financier dont les premiers bénéficiaires, via les aides à la presse notamment, sont les industriels milliardaires dont l'information n'est pas le métier.

- Modifier en profondeur les textes de lois sur l'indépendance et le secret des sources des journalistes (Dati, Bloche...) qui permettent notamment les procédures-bâillons et ont sapé des pans entiers de la loi de 1881 sur la liberté de la presse. Ces lois, qui devaient sécuriser les journalistes, sont devenues le prétexte d'atteintes répétées au secret des sources, aux procédures visant à imposer une véritable censure préalable sur le travail des journalistes. Il faut en finir avec les entraves, les intimidations voire les violences dont les journalistes sont les victimes et adapter la loi pour permettre un contexte de travail plus sécurisant.

- Garantir aux journalistes, et notamment aux plus précaires d'entre eux, de véritables droits sociaux et moraux contre les pressions économiques et éditoriales, en faisant respecter le statut des journalistes, la convention collective, le code du travail, les salaires, et en contrôlant les éditeurs qui multiplient les entorses à ces droits.

- Refondre le système des aides à la presse afin qu'elles concourent au pluralisme des médias et en les conditionnant au respect de ces droits sociaux et moraux »

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

**Antanssyon bann zidé dominante !
San k'wi romarke li fé prann aou la bétiz
pou lintélizanss !
Kaziman po d'shanm pou pla kouvèr...**

Mézami, mi panss zot i koné bann zidé dominante kossa i lé. Mwin pèsonèl mi panss sa in bann zidé i instal dann la panssé in mazoritè d'moune si tèlman zot i romète pi sa ankoz é zot i pran sa toultan pou la vérité san romète an késtyon zamé, o gran zamé.

Souvan dé foi wi antande dir in shomèr sé in moune i vé pa travaye, donk toute shomèr i vé pa travye. Alé oir sré possib dir : intel lé shomèr é d'après sak mi koné li gingn pa travaye... Okin bazardyé kominiss téi gingn son karo dann bazar dann in sèrtin tan. Okin sindikalis si li la pèrde son travaye, li rotrov.

Sak mi di la pa in lidé dominante sé in lidé konmsa é konm èl lé pa majoritèr ébin èl néna okin shanss domine la panssé d'moune dann noute sossyété.

So matin mi antann in moune apré di avèk in ladzoin-mèr : « Wi maryé d'moune é aprésa étone pa ou si i gingn ziska kinz zanfan ! » — In pé bizar konm kozman é mwin lé a d'mandé oussa sa i sorte... Ptète dann lidé bann pov i fé bonpé zanfan. Mé o fète, la pa bézoin maryé pou gingn zanfan ! Anpliss ké sa zordi famiye

nonbrèz sé troi, kate zanfan zamé kinz konm lontan. Biensir sé lo mépri k'i fatig in pé ladan.

Dann in lidé dominante sak lé romarkab sé ké la pèrssone i manyé sa, èl i drèss aèl an modèl par rapor sak selon èl lé dann léskalyé konm èl mé la marsh an dsou. Shakinn rante nou va trouv demoune infèryèr ali-an touléka d'après sak li kroi. Mi préfèr la filozofi k'i, dann in sossyété, shakinn néna son talan é sa sé in kozman k'i mète anlèr.

Astèr ni pé domann anou kissa i tir parti d'in zidé dominante ? Pou mwin i profite sirtou sak lé pa pou l'antante épi la solidaritè dann la sossyété. I profite sirtou pou sak lé kontan oir lo siman la sossyété éklité épi lo mir dégréiné é sa i manke pa, sanm pou mwin. Sanm pou mwin konte bann zidé konmsa i fo lité sirtou pa aprouvé. Bann zidé dominante i profite bann dominèr an finn konte.

A bon antandèr salu !

Justin